

## **REFUSONS LA TRANSPHOBIE, RESPECTONS L'IDENTITE DE GENRE !**

*LE MONDE - 16.05.09*

**Alors que la ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, a saisi la Haute autorité de santé (HAS) en vue d'un décret sortant la transsexualité de la catégorie des affections psychiatriques, Le Monde publie une tribune intitulée "refusons la transphobie, respectons l'identité de genre !".**

Partout dans le monde, les personnes qui vivent leur identité de genre en dehors des normes en vigueur sont confrontées aux violences, abus, viols, tortures et crimes de haine, aussi bien dans leur vie privée que dans la sphère publique. Cette année a déjà été marquée par plusieurs meurtres de femmes transsexuelles, assassinées au Honduras, en Serbie et aux Etats-Unis. Les hommes d'origine transsexuelle, eux aussi, sont victimes de crimes de haine, de préjugés et de discriminations, bien qu'ils soient souvent "invisibles" aux yeux de la société.

De par le monde, les droits humains fondamentaux des personnes "trans" sont ignorés ou bafoués, que ce soit à cause des préjugés, de l'ignorance, de la peur ou de la haine ; exclusion sociale, pauvreté, santé précaire, absence de perspectives professionnelles, telles sont les conséquences des discriminations auxquelles font face les personnes trans.

Loin de protéger les citoyens et citoyennes trans, les Etats et les institutions renforcent la transphobie sociale par les politiques réactionnaires qu'ils mènent : bien trop souvent, les lois et les pratiques sociales obligent ces personnes à vivre avec une identité de genre qu'elles ressentent comme fausse. Dans la plupart des pays, le moindre acte visant à changer de genre peut amener des sanctions légales, exposer aux maltraitances et conduire à l'exclusion sociale.

Dans d'autres pays, la reconnaissance légale du changement de genre est conditionnée à la stérilisation ou à d'autres interventions chirurgicales majeures. Les personnes qui ne peuvent ou ne veulent se soumettre à ces traitements ne peuvent obtenir la reconnaissance de leur identité de genre souhaitée, et sont "démasquées" dès qu'elles traversent une frontière, font face à un contrôle d'identité, sollicitent un emploi ou un logement, ou achètent un téléphone portable. Par ailleurs, la classification médicale internationale en vigueur les considère encore comme mentalement "dérangées". Cette vision archaïque n'est pas seulement fausse et insultante, elle justifie, voire renforce, les discriminations et stigmatisations.

### **PLUS DES "MALADES"**

Pourtant, des progrès législatifs significatifs ont été réalisés récemment par des pays de cultures très différentes (...) du fait de politiques publiques courageuses. Des avancées sont donc possibles. Partout dans le monde, les personnes trans se mobilisent pour réclamer leurs droits humains et leur liberté. Elles déclarent qu'elles n'acceptent plus d'être stigmatisées comme "malades" ou bafouées dans leur humanité sur la base de leur identité de genre : transsexuel(le)s, transgenres, travesti(e)s, et autres expressions culturelles qui explorent les frontières du genre. C'est pourquoi nous demandons :

- ▶ A l'OMS de ne plus considérer les transsexuels comme atteints de troubles mentaux, et de promouvoir l'accès à des soins adaptés aux demandes des personnes concernées.
- ▶ Aux organes des Nations unies pour les droits de l'homme d'enquêter sur les abus dont sont victimes les personnes trans, et de prendre les mesures nécessaires pour les combattre.
- ▶ Aux Etats du monde de prendre toutes les mesures nécessaires, dans le respect des principes de Yogyakarta, pour que les personnes transsexuelles puissent bénéficier d'une prise en charge médicale s'ils le souhaitent, y compris pour la réassignation sexuelle ; pour qu'elles puissent adapter leur état-civil à leur genre revendiqué ; pour qu'elles puissent vivre leur vie sociale, familiale et professionnelle sans être exposées aux discriminations, préjugés ou violences transphobes ; pour qu'elles soient protégées par la police et par la justice des agressions physiques dont elles sont la cible.

Nous en appelons à l'ONU, à l'OMS et aux Etats du monde pour qu'ils adoptent ces mesures, refusent la transphobie, et fassent respecter le droit des citoyens qui entendent vivre pleinement et en toute liberté, comme expression de leur liberté culturelle, l'identité de genre qu'ils revendiquent.

**Signataires :** Martine Aubry, première secrétaire du PS ; Elisabeth Badinter, philosophe ; Bambi, artiste ; Françoise Barré-Sinoussi, Prix Nobel de médecine ; Pierre Bergé, homme d'affaires ; Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF ; Daniel Cohn-Bendit, président du groupe Verts au Parlement européen ; Michael Cashman, président de l'Intergroupe gay et lesbien du Parlement européen ; Bertrand Delanoë, maire de Paris ; Jacques Delors, ex-président de la Commission européenne ; Judith Butler, philosophe (Berkeley) ; Jean-Pierre Dubois, président de la Ligue des droits de l'homme ; Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts ; Eric Fassin, sociologue, ENS ; Geneviève Fraisse, philosophe, CNRS ; Maurice Godelier, anthropologue, EHESS ; Serge Hefez, psychiatre, psychanalyste ; Jean-Paul Huchon, président du conseil régional d'Ile-de-France ; Jacques Gaillot, évêque de Partenia ; Elfriede Jelinek, Prix Nobel de littérature ; Jack Lang, ex-ministre de la culture ; Noël Mamère, député ; Luc Montagnier, Prix Nobel de médecine ; Michelle Perrot, historienne ; Elisabeth Roudinesco, psychanalyste ; Yvette Roudy, ex-ministre des droits de la femme.